



Projet : « Dialogue National pour une Economie Inclusive et Porteuse de Paix »

Intitulé de la mission : Consultation pour l'élaboration d'un rapport de synthèse sur la croissance inclusive en Haïti.

Langues demandées Français

Type de contrat : Consultant (e) /individuel (le)

Début du contrat : Avril 2025

Durée du contrat : 60 jours ouvrables sur une durée maximale de 3 mois calendaires

TERMES DE REFERENCE

1. Contexte

Le Programme « Dialogue National pour une économie inclusive et porteuse de paix » soutenu financièrement par le Peace Building Fund (PBF), demeure une initiative du Secrétariat Général pour la Consolidation de la Paix et il est exécuté par le PNUD, agence lead en concertation avec l'OIT, avec l'appui du Secrétariat du PBF et le Bureau du Coordonnateur Résident (BCR) en Haïti.

Le gouvernement haïtien a en effet manifesté son adhésion au programme et l'engagement des ministères tels que le MEF, le MPCE et le MAST sont certes déterminants pour sa réussite.

L'appropriation par la société civile est en effet primordiale, à travers la participation d'organisations de la société civile, un ensemble d'entre elles ont participé d'ailleurs à une série de consultations et leurs suggestions recueillies tout au début à l'étape de la formulation de la proposition. On peut citer ISC, Group Croissance, etc. Le secteur privé des affaires, représenté par des entités formelles comme l'ADIIH, la Chambre de commerce haïtiano-canadienne, la Chambre des métiers et de l'artisanat et les représentants des travailleurs, y compris CTSP, CTH, CSH, MSTs, BO, CATH et CNOHA, sont aussi des organisations clés pour faire avancer le dialogue social.

Après maints constats un dialogue social et économique s'impose comme un des fondamentaux de la stabilité et de la paix sociale mais aussi se révèle une condition nécessaire pour le développement économique inclusif résilient et durable, eu égard des aléas de la conjoncture politique, économique et de l'apparition d'une nouvelle génération de droits économiques, sociaux et culturels de plus en plus affirmés.

Aussi est-il opportun de favoriser un dialogue multi-acteurs et multi-niveaux pour comprendre le contexte socio-économique marqué par l'absence d'une économie inclusive et l'aggravation des inégalités perceptible à l'aune d'un ensemble d'indicateurs. Quel que soit l'indicateur utilisé (coefficient de Gini, etc.), il fait apparaître de

grandes disparités voire une certaine dichotomie entre les intérêts des strates de la société, tout semble indiquer qu'il y a une impérieuse nécessité de concevoir de nouvelles politiques publiques susceptibles d'atténuer les effets pervers passant par une meilleure réglementation des questions économiques, empreinte d'équité et de justice sociale. Les risques de perversion du modèle économique sont certes grands et le recours de plus en plus à l'instrumentalisation de la violence et de l'insécurité en tant que modalités d'expression politique.

De plus les priorités que sont une « économie performante, juste et inclusive », « l'égalité genre » et le soutien aux initiatives de la jeunesse par exemple, sont certes tout à fait compatibles et devront être promues au sein du « dialogue national » qui place les fondements structurels d'une économie génératrice d'inégalités et d'exclusions au centre des débats.

La gouvernance démocratique redevable et la transformation économique représentent les 2 piliers stratégiques et prioritaires du CPD sur la période 2023-2027 et une des voies préconisées pour le renforcement des moyens de mise en œuvre est par ailleurs la définition de nouveaux partenariats entre acteurs à plusieurs niveaux, national et international

Sans doute il est d'une nécessité absolue d'engager ce dialogue participatif, franc et sincère , incluant surtout les jeunes, les femmes par le biais d'un forum susceptible de poser des questions spécifiques, de faire des diagnostics consensuels et d'apporter des réponses pragmatiques et novatrices à leurs nombreuses préoccupations, ceci à travers plusieurs sessions de dialogue organisées en concertation avec plusieurs parties prenantes (Gouvernement, Société Civile, les PTF, les Partenaires Sociaux, Organisations confessionnelles, etc...). C'est en tout cas une des premières étapes en vue de l'institutionnalisation du dialogue social tant espérée, en cherchant sur le moment les synergies et en veillant aussi bien à l'instauration de mécanismes du dialogue sur les plans national, sectoriel et territorial.

2. Le projet Dialogue National pour une économie inclusive et porteuse de paix

Ce projet vise la consolidation de la paix en conduisant un dialogue participatif, franc et sincère , incluant surtout les jeunes, les femmes par le biais d'un forum susceptible de poser des questions spécifiques, de faire des diagnostics consensuels et d'apporter des réponses pragmatiques et novatrices à leurs nombreuses préoccupations, ceci à travers plusieurs sessions de dialogue organisées en concertation avec plusieurs parties prenantes (Gouvernement, Société Civile, les PTF, les Partenaires Sociaux, Organisations confessionnelles, etc...)

Pour y parvenir les résultats attendus sont :

- Résultat 1 : Les différents secteurs de la société s'approprient la nécessité et la méthodologie du dialogue national sur l'impératif de réforme du modèle, de la gestion et de la gouvernance économique comme fondation d'un nouveau contrat social et de vecteur de paix ;
- Résultat 2 : Un dialogue effectif sur les chantiers prioritaires de réforme dans le cadre du Forum représentatif et démocratique se tient en s'appuyant sur des analyses économiques inclusives et multidisciplinaires solides ;
- Résultat 3 : Les parties prenantes, et y compris les élites économiques du pays, reconnaissent la nécessité de changer de paradigme économique et s'engagent à contribuer aux réformes.

C'est en tout cas une des premières étapes en vue de l'institutionnalisation du dialogue social tant espérée, en cherchant sur le moment les synergies et en veillant aussi bien à l'instauration de mécanismes du dialogue sur les plans national, sectoriel et territorial.

3. Objectifs de la mission

L'objectif principal de la mission de consultation est d'établir une synthèse ou revue d'analyses économiques ou multidisciplinaires traitant des questions de **croissance inclusive ou d'inclusion économique** en Haïti, ceci dans le sillage des deux principaux rounds des OMD et ODD et autres cadres programmatiques (PNPPS, PSDH...). Des travaux d'analyses devront répertorier sur la période un ensemble de programmes nationaux mettant l'emphase sur les *investissements dans la protection sociale, l'emploi et les moyens de subsistance, l'inclusion financière* surtout afin d'en apprécier leur impact dans la réduction de la pauvreté. Il s'agit tout aussi bien de mener une analyse conjointe sur des problèmes structurels prioritaires et autres dimensions spécifiques du modèle de gouvernance économique qui sont des freins à une **croissance inclusive**.

4. Portée de la mission

Sous la supervision de l'équipe conjointe du projet et en collaboration avec le Système des Nations Unies (SNU), du PNUD en particulier et du Comité Technique Multipartite (CTM), le ou la consultant(e) devra conduire une mission de consultation visant à dégager des éléments d'analyses économiques et ceci en prélude des sessions du Dialogue pour une économie inclusive. Il est aussi important de produire à travers ce rapport, des analyses différenciées et dynamiques (*séries chronologiques*). L'un des enjeux est de caractériser la croissance économique dans un pays tel qu'Haïti _ avec les rares épisodes de croissance économique _ mais ensuite réfléchir à des mécanismes de promotion d'une croissance soutenue et partagée (ODD8)

L'autre aspect de la mission est aussi d'établir à travers un ensemble d'indicateurs la mesure des inégalités socio-économiques et aussi de Genre (***IDG ou IIG***) sur la période récente. Enfin la mission devrait consentir à identifier les principaux piliers d'une croissance « pro-pauvre », du moins celle qui dans la pratique réduit l'extrême pauvreté (ODD1).

Pour cela, il est recommandé que le ou la consultant (e) fasse recours, entre autres à la littérature économique existante, à des statistiques et sources de données établies.

5. Résultats attendus

Le rapport de la mission doit, entre autres, couvrir les aspects suivants :

1. La revue de la littérature économique en lien avec la croissance inclusive en Haïti (2000-2025)

Le ou la consultant(e) devra réaliser des travaux d'inventaire sur la base des analyses et recherches conduites de la notion de « croissance inclusive » dans le contexte haïtien. Il faudrait tout aussi faire ressortir l'évolution dans les usages ou mise en œuvre des programmes et politiques de développement inclusifs. Des changements seront certes considérés dans les approches ou méthodes empiriques usuelles.

Sur la base des travaux d'inventaire, des données pertinentes et des analyses des politiques, les principales caractéristiques liées au concept pourraient être établies ou sinon éludées.

2. Une analyse des piliers de la croissance inclusive et mécanismes en œuvre

Une contribution essentielle de la mission a pour objectif la caractérisation des rares épisodes de croissance et d'en identifier les principaux aspects. Une question fondamentale concerne les

principaux piliers ou leviers d'une croissance inclusive et les mécanismes macroéconomiques en l'occurrence permettant de l'atteindre.

Le ou la consultant (e) pourra dégager une méthode d'analyses en tenant compte du contexte haïtien en lien avec les principales variables observées.

3. Une analyse descriptive de la croissance inclusive et choix des indicateurs (variables et sources)

Le ou la consultant (e) pourra indiquer des éléments statistiques pour l'élaboration d'un indicateur de la croissance inclusive après les étapes d'analyses précédentes en fonction de la disponibilité des données retenues pour la constitution de l'indice.

6. Profil du consultant

Le consultant devrait avoir les qualifications et expériences suivantes :

Formation :

- Diplôme d'études supérieures (Master ou plus) en sciences politiques, économiques, finances ou politiques publiques, des statistiques ou dans un domaine connexe.

Expériences et compétences :

- Expérience avérée (au moins 10 ans) dans des travaux de recherche, dans l'analyse, suivi et évaluation des politiques nationales de développement ;
- Expériences antérieures justifiées par au moins un (1) rapport ou plus de travaux similaires ;
- Familiarité avec le cadre de transition dans des pays affectés par les conflits armés et autres crises politiques et économiques ou du contexte haïtien en particulier dans le domaine justifiée par une/des expériences pertinentes de travail (ou mission antérieure) avec le gouvernement, respectivement Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) ou le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), la société civile ou secteur privé des affaires. ;
- Expériences pertinentes de travail avec des institutions internationales intervenant dans le domaine de l'étude ;
- La maîtrise de la langue française.

Le consultant peut faire recours à d'autres consultants pour combler partiellement l'expertise requise ou réaliser des recherches additionnelles. Ce recours accessoire sera justifié dans la note méthodologique qui inclura aussi un profil résumé du ou des consultants additionnels. Toutefois, l'engagement contractuel ne sera établi qu'avec le consultant principal dont le CV sera le seul à être évalué.

7. Calendrier des livrables à fournir

Sont prévus les livrables suivants :

- Note méthodologique et commentée sur base du déroulement du plan de travail (max 10 pages)
- Le rapport de mission
- Bibliographie fondamentale, liste des interviews, annexes statistiques

Les livrables à produire par le consultant ainsi les termes de paiement sont comme suit :

Livrables	Echéance	% du contrat
Note méthodologique et plan de travail à présenter à la réunion de démarrage	3 jours après la signature du contrat	
La note méthodologique mise-à-jour, l'index du rapport final et le plan de travail	1 semaine après la réunion de démarrage	30% du contrat
La première version du rapport de mission soumis pour commentaires au CTM et au Bureau des Nations Unies lors d'un atelier de restitution.	4 semaines après la réunion de démarrage	-
La deuxième version du rapport qui sera présentée au public.	3 semaines après la soumission de la première version du rapport.	40% du contrat
La version finale du rapport, incluant les annexes	3 semaines et demie après la présentation de la deuxième version.	30% du contrat

Les livrables seront validés par le PNUD en collaboration avec le Comité Technique Multipartite.

8. Durée de la mission

La mission se déroulera à Port-au-Prince avec possible déplacement en province pour collecter les informations requises sur le terrain et participer à des rencontres avec les parties prenantes. Cette mission devra être conduite sur soixante (60) jours ouvrables et répartie sur une période de trois (3) mois au maximum.

Les engagements contractuels de la mission seront accomplis avec l'approbation du rapport final.

9. Durée de la mission

Proposition technique - 70/100 ;

Proposition financière - 30/100.

Documents à inclure dans la soumission de la proposition

Les candidats intéressés doivent présenter les documents/renseignements suivants pour démontrer leurs qualifications :

- Une Proposition Technique :
 - Note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les raisons de la candidature : Brève présentation de l'approche méthodologique (assortie d'un chronogramme) et de l'organisation de la mission envisagée ;

- CV incluant : Les expériences acquises dans des projets similaires avec au moins 3 références. Présentation du profil dans le cas d'un consultant individuel où des expériences de la firme en la matière ;
- Une Proposition Financière : Contrats forfaitaires pour les consultants individuels ou firme de consultation

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

